

JUSTIFICATIF DE DÉPLACEMENT PROFESSIONNEL¹

En application de l'article 3 du décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Je soussigné(e),

Nom prénom de l'employeur : Gardette Jean-Paul

Fonctions : Président

certifie que les déplacements de la personne ci-après, entre son domicile et le ou les lieux d'exercice de son activité professionnelle ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, ne peuvent être différés ou sont indispensables à l'exercice d'activités ne pouvant être organisées sous forme de télétravail au sens du 1° du 1er alinéa de l'article 3 du décret du 23 mars 2020 portant les dispositions concernant les déplacements et les transports :

Nom : Houlbert

Prénom : Christian

Date de naissance : 23/08/1953

Lieu de naissance : Pavillons sous Bois

Adresse du domicile : 9 rue des tuiliers – 31450 Montgiscard

Nature de l'activité professionnelle : Maintenance centrale photovoltaïque

Lieux d'exercice de l'activité professionnelle²: Territoire du SICOVAL

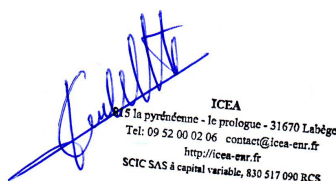
Moyen de déplacement : Voiture particulière

Durée de validité³ : 3 Mois

Nom et cachet l'employeur : ICEA

Fait à : Labège

Le : 09/04/2020



ICEA
13 la pyramide - le prologue - 31670 Labège
Tel: 09 52 00 02 06 contact@icea-enr.fr
http://icea-enr.fr
SCIC SAS à capital variable, 830 517 090 RCS

¹ Ce document, établi par l'employeur, est suffisant pour justifier les déplacements professionnels d'un salarié, qu'il s'agisse :

- du trajet habituel entre le domicile et le lieu de travail du salarié ou des déplacements entre les différents lieux de travail lorsque la nature de ses fonctions l'exige ;
- des déplacements de nature professionnelle qui ne peuvent pas être différés, à la demande de l'employeur.

Il n'est donc pas nécessaire que le salarié se munisse, en plus de ce justificatif, de l'attestation de déplacement dérogatoire.

Les travailleurs non-salariés, pour lesquels ce justificatif ne peut être établi, doivent en revanche se munir de l'attestation de déplacement dérogatoire en cochant le premier motif de déplacement.

² Indiquer tous les lieux d'exercice de l'activité du salarié, sauf si la nature même de cette activité, qui doit être scrupuleusement renseignée, ne permet pas de les connaître à l'avance (par exemple: livraisons, interventions sur appel, etc.).

³ La durée de validité de ce justificatif est déterminée par l'employeur. Il n'est donc pas nécessaire de le renouveler chaque jour. Cette durée doit tenir compte de l'organisation du travail mise en place par l'employeur (rotations de personnel par exemple) ainsi que des périodes de congé ou de repos.